

Date:Signature:

NPA/Localité:E-mail:

Adresse:

Nom:Prénom:

Madame Monsieur

Je souhaite recevoir exemplaire(s) de la brochure *Un legs pour un monde plus juste (gratuit)*

Je désire recevoir gratuitement à l'essai les deux prochains numéros de la revue *Solidaire*

40 € pour les envois à l'étranger

cotisation annuelle dès: Fr. 50.-, revue *Solidaire* incluse; Fr. 25.- pour les personnes à bas revenu;

Je souhaite devenir membre de la Déclaration de Berne

dépliant(s) de présentation *Agir ici*

bulletin(s) de versement

rapport(s) d'activités 2005

TALON

Editeur: La Déclaration de Berne, Association suisse pour un développement solidaire. Rédaction: Raphaël de Riedmatten et Jean-Claude Huot
Graphisme: Isabella Carpicci. Ce rapport d'activités est un supplément du *Solidaire* N° 185, avril 2006

Déclaration de Berne
Rue de Genève 52
1004 Lausanne
Tél. 021 620 03 03
Fax 021 620 03 00
info@ladb.ch
www.ladb.ch
CP 10-10813-5

Erläuterung von Bern
Quellenstrasse 25
Postfach 1327
8031 Zürich
Tel. 01 277 70 00
Fax 01 277 70 01
info@evb.ch
www.evb.ch

Dichiarazione di Berna
Casella Postale 1356
6501 Bellinzona
info@db-si.ch
www.db-si.ch

La Déclaration de Berne, Association suisse pour un développement solidaire, défend la cause des populations défavorisées des pays du Sud. Indépendante sur les plans politique, financier et religieux, elle agit principalement auprès des décideurs politiques et économiques. Ses campagnes de sensibilisation et ses actions offrent à chacune et chacun la possibilité de contribuer à l'édition d'un monde plus juste, fondé sur le respect de la dignité humaine et de l'environnement. La DB réalise également un important travail d'information par le biais de sa revue *Vers un développement Solidaire*. Elle intervient sur des thèmes comme l'alimentation, le commerce, les droits humains, les finances internationales, l'environnement ou la santé.



LA DÉCLARATION DE BERNE
ACTIVITÉS 2005
Association suisse pour un développement solidaire



LE MOT

DE LA PRÉSIDENTE Les choix politiques et les décisions des entreprises prennent des formes nouvelles, mais leurs effets négatifs ne diminuent pas pour autant. Ils affectent surtout les populations les plus démunies. Ces changements continus obligent la Déclaration de Berne à maintenir sa vigilance pour adapter le contenu de ses revendications envers nos autorités et les entreprises. Les secrétaires de la DB suivent ces évolutions avec attention.

En 2005, les activités de la DB étaient axées sur le droit à des conditions de travail décentes, la lutte contre l'évasion fiscale, l'accès aux soins

ainsi que la protection de la diversité culturelle et la lutte contre le trafic de biens culturels. Les pages suivantes vous donnent un trop bref aperçu de nos actions. Ce travail ne serait pas possible sans le fidèle soutien de nos membres.

En fin d'année, Françoise Jeannotat, responsable administrative, et Florence Gerber, secrétaire permanente, ont quitté le secrétariat de la DB. Je leur souhaite plaisir et satisfaction dans leurs nouvelles orientations professionnelles. Anh-Thu Tran est désormais en charge de l'administration. La création d'un poste réunissant promotion et publications nous a permis d'engager Raphaël de Riedmatten. Au nom du comité, je remercie chaleureusement les secrétaires, les stagiaires et nos membres pour leur engagement.

Mireille Dubois
Présidente romande

Alipaz/EFE

image 100



dénoncer
exiger
obtenir

La présidente et
l'équipe du secrétariat

OMC: JEU DE DUPES L'année 2005 fut marquée par les négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre de l'OMC. La Déclaration de Berne a accompli un intense travail de sensibilisation et de lobbying pour faire comprendre les enjeux de ces tractations. La conférence ministérielle de décembre à Hong-Kong s'est achevée sans qu'aucune avancée significative ait été faite en matière de développement. Notre action se poursuit!

Lire aussi en page 8

ÉVASION FISCALE: LES ENTREPRISES RÉAGISSENT Quand la DB distingue KPMG international pour son travail en faveur de l'évasion fiscale lors du Public Eye on Davos, le débat est lancé. Quand, en plus, cette entreprise de conseil en matière financière se fait épingler par la justice américaine et que le réseau pour la justice fiscale met le doigt sur la manière dont les entreprises font de «l'optimisation fiscale», le problème prend de l'ampleur.

Lire aussi en page 6

AFRIQUE AUSTRALE: ACCÈS AUX MÉDICAMENTS PRÉSERVÉ! L'accord de libre-échange entre l'AELE (Suisse, Norvège, Liechtenstein, Islande) et la Southern African Customs Union (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland) ne contiendra pas de clauses obligeant ces pays à renforcer leur loi sur les brevets. Un succès pour la mobilisation initiée par la DB et soutenue par 58 autres ONG africaines et européennes. Un soulagement pour ces pays où 20 à 40% de la population adulte est porteuse du virus du sida.

Lire aussi en page 4

Pour en savoir plus sur nos actions et nos campagnes, consultez notre nouveau site internet, www.ladb.ch. Il est régulièrement mis à jour.

02

03

D

ROIT À LA SANTÉ – BREVETS La Déclaration de Berne s'engage pour l'accès aux soins pour tous dans les pays en développement. Elle s'inquiète en particulier de l'impact du renforcement des règles de propriété intellectuelle sur l'accès aux médicaments vitaux dans les pays pauvres. La DB fait pression pour que les accords de libre-échange conclus par l'Association européenne de libre-échange (AELE – Suisse, Norvège, Liechtenstein, Islande) avec des pays en développement ne contiennent pas de clauses qui renforcent la propriété intellectuelle sur les médicaments. Malgré un succès en Afrique australe, la DB reste vigilante: la Suisse n'a pas renoncé à introduire de telles clauses dans les accords avec d'autres pays en développement. Cette année ont débuté des négociations avec la Thaïlande, un pays fortement touché par le VIH/sida. En juin, avec d'autres ONG de Suisse, de Thaïlande et des pays de l'AELE, la DB a demandé au rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé qu'il rappelle aux négociateurs leur obligation de ne pas porter atteinte à ce droit en Thaïlande. La DB a interpellé le Conseil fédéral sur sa position à l'OMC en matière de licences obligatoires pour l'exportation de médicaments vers les pays sans industrie pharmaceutique.

Solidaire n° 182 et 183

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE – SIDA Parallèlement, la Déclaration de Berne poursuit son travail lié à la politique des entreprises pharmaceutiques suisses en matière de prix et de brevets sur leurs médicaments essentiels et vitaux, dans les pays pauvres. En février, la DB est intervenue à l'assemblée générale de Roche à propos de ses deux antirétroviraux. En avril, elle a interpellé Novartis à propos d'un médicament antipaludéen. La DB a aussi rédigé pour aidsfocus.ch un rapport sur les activités des principales ONG suisses en matière de traitement du sida dans les pays du Sud.

Solidaire n° 180

Julien Reinhard

ADDK



accès aux
soins pour
tous



CULTURE

La Déclaration de Berne s'oppose au commerce illicite de biens culturels des pays du Sud vers la Suisse. En 2005, la DB a déploré que le Conseil fédéral ait affaibli l'ordonnance sur le transfert international de biens culturels. Elle refuse que la culture soit considérée comme une simple marchandise. Elle soutient le projet de Convention de l'Unesco sur la diversité culturelle. Elle a participé à la création de la Coalition suisse sur la diversité culturelle en septembre.

Solidaire n° 182

ALIMENTATION, AGRICULTURE ET BIODIVERSITÉ La Déclaration de Berne s'engage pour une agriculture qui profite aux paysans, protège l'environnement et la biodiversité. La DB s'efforce d'empêcher l'appropriation des plantes vivrières, de la biodiversité et des savoirs traditionnels par des intérêts privés. En avril, elle a dénoncé les brevets de Syngenta sur le riz. Elle continue sa campagne pour que Syngenta retire le paraquat, son herbicide dangereux pour l'environnement et la santé des personnes qui l'emploient. En novembre, elle a dénoncé la faiblesse du projet de critères pour la production d'huile de palme qui ne prévoit pas l'interdiction du paraquat dans les plantations.

Julien Reinhard

Santé, alimentation et culture



lutter pour la justice fiscale

Jean-Claude Huot

E

ÉVASION FISCALE La Déclaration de Berne demande que les gouvernements étrangers, en particulier des pays du Sud, puissent identifier et imposer les fortunes déposées en Suisse par leurs contribuables. Ces pays ont besoin de ces ressources pour leur développement. Avec Alliance Sud, la DB a poursuivi, en 2005, sa campagne Evasion fiscale: la fin du silence.

L'année a commencé par une série de débats publics: au Carrefour de la solidarité de la Fédération genevoise de coopération le 15 janvier, sur les antennes de la TSR le 23 février, au sein de l'Association romande des intermédiaires financiers le 6 avril. Ces débats ont permis de confronter nos points de vue avec des représentants du monde de la finance.

Dans le cadre du Réseau international pour la justice fiscale (TJN, Tax Justice Network), la DB demande que la fiscalité soit un élément central de la responsabilité des entreprises envers les collectivités publiques. Au Public Eye on Davos 2005, le groupe de conseil financier KPMG international a été épinglé pour ses conseils favorisant l'évasion fiscale. En été, le réseau a publié une étude sous le titre évocateur *Taxez-nous si vous pouvez* montrant l'ampleur des dégâts provoqués par l'évasion fiscale.

Solidaire n° 180 à 183

ASSURANCE PUBLIQUE POUR LES EXPORTATIONS PRIVÉES! La Déclaration de Berne demande que les crédits à l'exportation accordés par la Confédération respectent les critères environnementaux et sociaux établis par l'OCDE. Elle refuse également un simple transfert de risque du secteur privé vers les pouvoirs publics.

Les Chambres fédérales ont décidé de transformer l'ancienne garantie contre les risques à l'exportation en assurance suisse contre les risques à l'exportation et accepté que cette assurance couvre certains risques strictement privés. La DB a protesté, elle a demandé également que les problèmes de développement soient clairement pris en compte. Elle restera attentive à la mise en œuvre de cette assurance notamment quand celle-ci couvre l'exportation de produits utilisés dans de grands projets, comme des barrages.

Solidaire n° 179 et 183

ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ Dans le cadre de l'évaluation de la réalisation des Objectifs du millénaire par l'Assemblée générale des Nations Unies, la Déclaration de Berne a demandé que des solutions innovantes soient trouvées pour financer l'éradication de la pauvreté.

Dans ses propres publications ainsi que par des interventions dans divers journaux ou revues, la DB a plaidé pour un changement de paradigme. Si les Etats ont de plus en plus de difficultés à imposer le capital devenu très mobile, il faut créer des taxes à l'échelle internationale. Une taxe sur les transactions financières serait souhaitable. Comme ce projet ne dispose pas encore d'un soutien politique suffisant, la DB adhère à l'idée d'une taxe sur les billets d'avion. La DB est également intervenue en faveur du désendettement des pays pauvres. Elle a salué le fait que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale acceptent le principe d'une remise partielle de leur créance envers 18 pays parmi les plus pauvres. Elle regrette toutefois que le financement de ce projet ne soit pas encore assuré et constate qu'il réalise une promesse faite en 1999 déjà.

Solidaire n° 179, 181, 182 et 183

Jean-Claude Huot
Finances internationales

C

COMMERCÉ ET OMC Tout au long de l'année, la Déclaration de Berne a mené un intense travail de sensibilisation pour faire comprendre les enjeux des négociations actuelles au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et leurs conséquences négatives pour les pays du Sud. Cela s'est traduit par une participation à diverses conférences et à la Semaine mondiale d'action sur le commerce (avril) ainsi que par la publication de dossiers et de la brochure *Enjeux Nord-Sud à l'OMC*. La conférence ministérielle de l'OMC de décembre 2005 à Hong-Kong s'est malheureusement achevée sur une déclaration qui n'ouvre aucune perspective en faveur du développement des pays pauvres.

Solidaire n°179 à 183

ACCÈS AUX MARCHÉS FINANCIERS La DB demande que la Suisse cesse de mettre sous pression les pays en développement pour qu'ils libéralisent leurs marchés financiers. Le 1^{er} décembre, la DB a organisé une session nationale pour mettre en lumière les conséquences de l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC (AGCS) dans le secteur financier. Un débat très animé a opposé des experts engagés du Sud et du Nord à des représentants de l'administration fédérale et de l'économie. Le constat est accablant: la présence de grandes banques étrangères dans les pays pauvres rend l'accès au crédit beaucoup plus difficile pour les paysans, les femmes et les petites entreprises.

Solidaire n° 179 à 183



Florence Gerber

P. Wolmtuh

les entreprises sur la sellette

MULTIWATCH La Déclaration de Berne s'est engagée au sein de MultiWatch, association fondée en 2005 et regroupant ONG, syndicats, œuvres d'entraide, mouvements altermondialistes, partis et groupes liés aux Eglises. MultiWatch a mis sur pied à fin octobre une audience publique sur les activités de Nestlé en Colombie afin de condamner la politique antisyndicale de Nestlé dans ce pays. Dans le cadre de MultiWatch et en juin lors du Forum social suisse, la DB a coorganisé des ateliers sur la nécessité d'édicter des normes contraignantes pour les multinationales.

Solidaire n° 184

AFRIQUE DU SUD: DROIT AUX RÉPARATIONS La DB a poursuivi son soutien aux victimes de l'apartheid dans leurs demandes en réparation aux Etats-Unis, afin d'exiger des banques et des entreprises qu'elles assument leurs responsabilités et accordent des réparations aux victimes qu'elles ont contribué à léser. La DB a cosigné un dossier de soutien aux plaintes des victimes, fondées sur l'Alien Tort Claims Act, loi états-unienne qui autorise toute personne à engager des poursuites pour une infraction au droit international, quel que soit le lieu où elle a été commise. Par solidarité avec ses partenaires sud-africains, la DB a participé à un piquet de protestation devant les succursales de Credit Suisse Group et de UBS à Genève, deux banques accusées de complicité avec le régime de l'apartheid.

PUBLIC EYE AWARDS La Déclaration de Berne poursuit son engagement pour que les entreprises respectent les droits humains et l'environnement. Lors du Public Eye on Davos (coordonné par la DB), des «prix» ont été remis pour la première fois aux entreprises les plus irresponsables dans les catégories «droits humains», «droits du travail», «fiscalité» et «environnement»: une manière de souligner avec ironie les conséquences désastreuses que peut avoir le comportement des multinationales.

Florence Gerber
Economie internationale



A

L'ORIGINE, EN 1968, la Déclaration de Berne était bel et bien une déclaration. Rédigée par un groupe mené par le pasteur André Biéler et signée par des personnes de tous horizons, ce manifeste demandait un accroissement de l'aide au développement et des relations plus justes entre la Suisse et les pays du Sud. L'Association suisse pour un développement solidaire, la Déclaration de Berne est née sur cette base. Rappel de quelques événements. **1974** Première action en faveur d'un commerce plus juste avec le tiers monde grâce au café Ujamaa de Tanzanie. **1975** Publication de la brochure *Nestlé tue-t-il les bébés?* **1982** Boycott des pommes Granny Smith d'Afrique du Sud subissant alors l'apartheid. **1989** La petite boîte Medi-minus présentant une douzaine de médicaments néfastes ou inutiles remporte un franc succès. **1992** Campagne Pour une Suisse sans capitaux en fuite. Les campagnes Clean Clothes (**1999**), Halte au paraquat! (**2002**), Se soigner®: un droit pour tous, aussi dans les pays pauvres! (**2003**) et L'évasion fiscale, la fin du silence! (**2004**) font, aujourd'hui encore, l'objet d'actions.

A la fin de **2005**, un nouveau logo voit le jour. Il unit, pour la première fois de leur histoire, toutes les sections de la DB sous une seule bannière. Fruit de la diversité des sensibilités et des cultures, l'hétérogénéité de nos logos étonnait plus d'un. Maintenant c'est clair: Déclaration de Berne - Erklärung von Bern - Dichiarazione di Berna, c'est bien la même organisation!

LA SECTION ALÉMANIQUE - ERKLÄRUNG VON BERN La section romande travaille en étroite collaboration avec la section alémanique de la Déclaration de Berne. Nombre de nos actions sont menées en commun. Sur certains thèmes, l'initiative vient de Zurich, sur d'autres de Lausanne. Quelques exemples parmi la multitude d'actions menées plus particulièrement en Suisse alémanique.

Make poverty history: dans le cadre de cette campagne internationale, la section alémanique a obtenu un soutien remarqué du *Schweizer Illustrierte* (repris par *L'illustré*). Cet hebdomadaire a soutenu la campagne et présenté huit personnalités suisses (dont Ruth Dreifuss et Jean Ziegler) qui y participaient.

Responsabilité des banques: dans le cadre du réseau international Banktrack, la DB a demandé à Credit Suisse de renoncer à financer un projet d'exploitation de pétrole à l'est de la Sibérie. Avec Greenpeace, elle a installé une baleine géante de 20 mètres devant le siège zurichois de Credit Suisse.

Jouets produits en Chine: les conditions de travail sont désastreuses dans les fabriques de jouets, en Chine. Le 10 décembre 2005, la DB a protesté avec d'autres organisations devant les magasins de jouets en Suisse.

Libéralisation du tourisme: en Inde, un hôtel cinq étoiles prive les paysans d'eau potable et d'accès à la terre. En interdisant aux Etats de protéger leurs paysages, l'OMC menace tant la nature que la survie de populations entières. La DB a diffusé ce message pendant la Semaine d'action sur le commerce, en avril 2005.

Pour en savoir plus: www.evb.ch - Jahresbericht 2005

LA SECTION TESSINOISE - DICHIARAZIONE DI BERNA Les activités de la Déclaration de Berne - Suisse italienne (DB-SI) ont commencé en janvier par le soutien à la section alémanique au Public Eye on Davos, avec la prise en charge du travail médiatique en italien. Du 17 au 20 mars une délégation a participé au Forum alternatif mondial de l'eau à Genève. L'assemblée générale de la section s'est déroulée en mai à Giubiasco. Elle a été suivie du spectacle-documentaire théâtral de Christian Biasco *L'origine del male - Storia di una controversa teoria sull'origine dell'AIDS*. Une façon différente de traiter le thème de la campagne Santé et accès aux médicaments. En septembre, la presse tessinoise a relayé notre prise de position sur le thème des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU. En tant qu'organisation fondatrice de la Banque alternative (BAS) au niveau national, la DB-SI a participé à la création d'un bureau d'information de la BAS à Bellinzona, ouvert en octobre. En outre, la DB-SI suit de près la création au Tessin d'un groupe de lecture Mondì sulla carta, inspiré de l'expérience du groupe Baobab de Bâle. Deux numéros de la feuille informative *Sviluppo solidale* ont été publiés: le premier centré sur le Public Eye on Davos et le Forum alternatif mondial de l'eau, tandis que le deuxième était un numéro spécial sur les Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU.

10
11

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2005

BILAN

	31.12.2005
Liquidités	201'001.13
Débiteurs	163.53
Actifs de régularisation	21'057.50
Immobilisations financières	657.60
Immobilisations corporelles	19'460.30

TOTAL DES ACTIFS 242'340.06

Créanciers	20'455.80
Passifs de régularisation	19'735.75
Réserves	47'024.00
Capital	174'272.59
Résultat de l'exercice	-19'148.08

TOTAL DES PASSIFS 242'340.06

COMPTES

	31.12.2005
Cotisations	247'743.49
Abonnements	7'475.00
Dons	220'580.29
Vente de matériel	6'711.65
Produits des campagnes	48'850.00
Autres produits	6'067.91
Don de la Loterie romande	11'597.65

TOTAL DES RECETTES 549'025.99

Charges de personnel	-371'078.90
Fonctionnement, administration	-55'646.96
Frais des campagnes	-39'876.12
Publications (<i>Solidaire...</i>) et promotion	-97'036.09
Amortissements	-6'512.00

TOTAL DES CHARGES -570'150.07

Dissolution de réserve 1'976.00

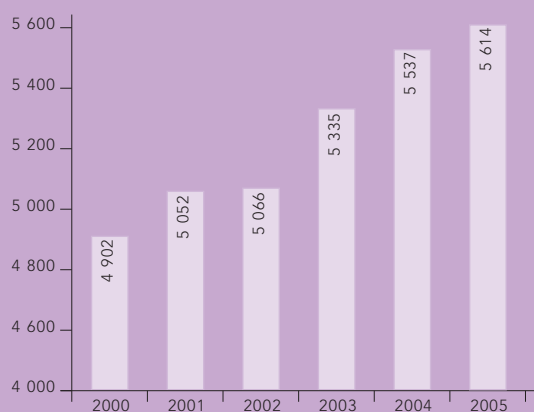
RÉSULTAT DE L'EXERCICE -19'148.08

L'installation d'un nouveau fichier informatique en 2005 a permis un ajustement de la comptabilité avec modification du plan comptable. Ces changements rendent difficile la comparaison avec les résultats de l'année précédente.

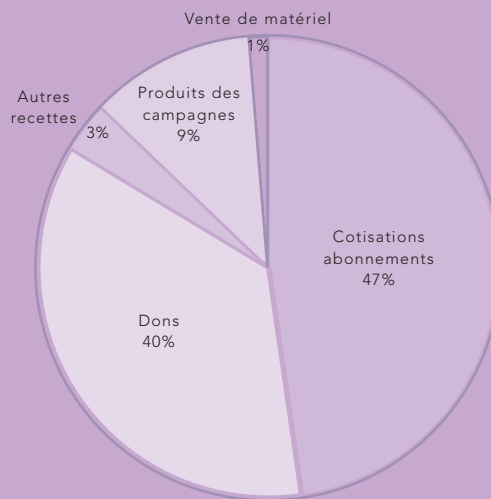
Au 31 décembre 2005, la Déclaration de Berne clôt son exercice annuel avec un déficit de 19'148.08 fr. Ce déficit comptable s'explique par une augmentation des charges salariales ainsi que par des frais liés à l'introduction de la nouvelle comptabilité, à la modernisation de l'image de la DB et à la production de matériel pour 2006. On remarque encore une dissolution de réserve relative à l'amortissement du parc informatique. Dans l'ensemble, le résultat de l'exercice est en nette amélioration par rapport à l'année 2004.

Les comptes ont été révisés le 20 février 2006 et seront soumis à l'assemblée générale du 19 mai 2006.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MEMBRES



RÉPARTITION DES RECETTES 2005



En 2005, le nombre de membres et d'abonnés poursuit sa progression. Le total des dons, des abonnements et des cotisations est passé de 432'473 fr. à 475'798 fr. en 2005, soit une augmentation de 43'325 fr. Cette évolution réjouissante nous a permis de compenser largement le recul des dons enregistré en 2004. Nous tenons à remercier chaleureusement nos membres et donateurs de leur générosité et leur fidélité. C'est votre soutien, soit 87% des recettes totales, qui garantit la pérennité et l'indépendance de nos actions. Il reste, plus que jamais, indispensable au développement de nos activités en faveur d'un monde plus juste et témoigne de la confiance que vous nous accordez.

Nous remercions aussi la Loterie romande pour son don de 25'000 fr., lié au changement de notre fichier informatique, dont 11'597 fr. ont été affectés à l'exercice 2005.

LE SOLIDAIRE

La revue de la Déclaration de Berne est parue cinq fois. Cette année étant marquée par les négociations à l'Organisation mondiale du commerce, de nombreux dossiers ont évoqué divers aspects du commerce: l'économie sociale et solidaire (n° 179), la libéralisation du commerce, notamment dans le secteur du textile (n°180), dans le domaine culturel (n° 182). Nous avons aussi donné la parole à des activistes de pays pauvres: Rajgopal P.V. (Inde), Bernard Njonga (Cameroun), Naheen Sultan (Bangladesh), Annet Biryetega (Ouganda).

AUTRES PUBLICATIONS

Plusieurs brochures spéciales ont été éditées cette année.

Le Monde à l'envers fait le point sur les grands enjeux de la mondialisation de manière didactique. Cette brochure a déjà remporté un grand succès.

Enjeux Nord-Sud à l'OMC, insérée dans le *Solidaire* n° 183, montre pourquoi les négociations en cours à l'OMC ne favorisent pas le développement.

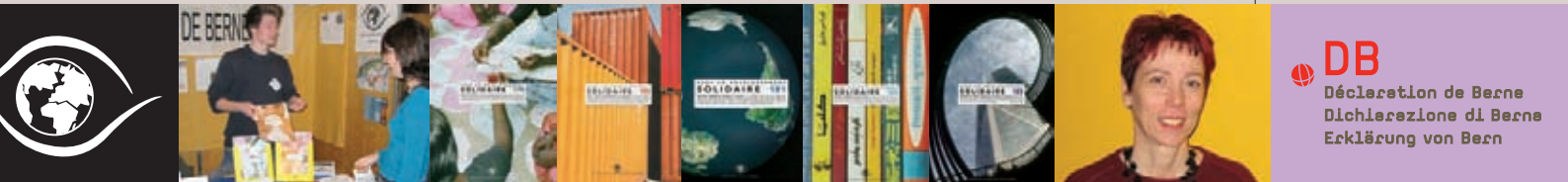
Un sucre pour le développement, insérée dans le *Solidaire* n° 179, fait état des conséquences de la libéralisation du marché du sucre pour les petits paysans du Sud comme du Nord.

Un legs pour un monde plus juste est destinée aux personnes qui s'interrogent sur la possibilité de faire un legs ou une donation à une ONG comme la DB.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le rendez-vous annuel de la DB romande a eu lieu le 23 avril à Lausanne. Les quelque 40 participants ont eu le plaisir de voir *Amandla!* le film de Lee Hirsch qui raconte le rôle du chant dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. L'assemblée a en outre élu une nouvelle présidente et les membres du comité romand (voir liste ci-dessous). Elle a été suivie d'une assemblée générale suisse qui a adapté les statuts aux lois actuelles.

Françoise Jeannotat
Administration et finances



LE COMITÉ

Le comité romand a tenu huit séances en 2005. Il a notamment présidé au choix de deux nouveaux collaborateurs au secrétariat de Lausanne (*lire ci-dessous*). Les membres du comité sont les suivants:

Jacques-Etienne BORNAND (dès octobre) / Mario CARERA (en congé) / Mireille DUBOIS, présidente / Henri ISELIN / Yann LENGGENHAGER / Anne LUGON-MOULIN / France MANGHARDT (dès septembre) / Laurent ROCHAT / Patrick SOGUEL.

LE SECRÉTARIAT ROMAND

Florence GERBER, économie internationale, droits humains et multinationales / Jean-Claude HUOT, évasion fiscale, FMI-Banque mondiale, *Solidaire* / Françoise JEANNOTAT, gestion des membres, administration, finances / Julien REINHARD, santé, alimentation, culture, environnement, promotion.

Florence Gerber et Françoise Jeannotat ont démissionné à fin 2005. Deux nouveaux collaborateurs ont été engagés et ont pris leur fonction en janvier 2006: Raphaël DE RIEDMATTEN, publications, promotion et recherche de fonds / Anh-Thu TRAN, gestion des membres, administration, finances.

L'équipe des permanents a été épaulée, tout au long de l'année, par des stagiaires. Jude Schindelholz, Jérôme Dubuis, Kevin Luximon et Rafaël Ackermann ont effectué un service civil à la DB, Tanja Guggenbühl et Anne-Claude Gerber un emploi temporaire.

LA DB EST MEMBRE DE NOMBREUX RÉSEAUX

qu'elle soutient et qu'elle a souvent contribué à lancer: Actares (www.actares.ch), aidsfocus.ch (www.aidsfocus.ch), attac (www.attac.org), Campagne Clean Clothes (www.cleanclothes.ch), Campagne suisse contre les mines antipersonnel (www.stopmines.ch), Coordination Suisse - Afrique du Sud (www.apartheid-reparations.ch), Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch), Fédération vaudoise de coopération (www.fedevaco.ch), Festival international de films de Fribourg (www.fiff.ch), Fondation éducation et développement (www.globaleducation.ch), Forum social suisse (www.socialforum.ch), Réseau international pour la justice fiscale (www.taxjustice.net), Solifonds (www.solifonds.ch).

Nouveau: MultiWatch (www.mutiwatch.ch) à découvrir en page 9 et Coalition suisse pour la diversité culturelle (www.coalitionsuisse.ch), en page 5.